

# VOIX DU MONDE RURAL

2008/01 N° 89

## L'ECONOMIE SOLIDAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT

**VMR**

**Rédacteur en chef:**  
Mme Daisy HERMAN

**Secrétariat:**  
FIMARC aisbl  
rue Jaumain 15  
5330 ASSESSE  
BELGIQUE  
Tél/fax: 32-83-65 62 36  
www.fimarc.org  
fimarc@skynet.be

**Compte bancaire:**  
ING 310-0756026-94  
IBAN  
BE87 3100 7560 2694  
BIC/SWIFT  
BBRUBEBB

**Mise en page:**  
FIMARC aisbl

**Photos & Dessins:**  
FIMARC aisbl  
sauf mention spéciale

**Abonnement:**  
15,00 €/an

**Parution:**  
28<sup>e</sup> année

**Impression:**  
IMPRIBEAU  
Beauplateau 1  
6680 SAINTE-ODE  
BELGIQUE  
www.impribeau.be

## Sommaire

Editorial	3
Action des Mouvements	5
Dossier	11
Interview	23
<i>Manuel de Jesús MORAN HIDALGO El Salvador</i>	
Informations générales	29
Votre rubrique <b>NOUVEAU !!</b>	31

*En couverture: Fèves de cacao*

Périodique, publié en quatre langues par la FIMARC, qui donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



*Après quelques mois d'interruption - comme à chaque fin d'année - nous sommes heureux de vous retrouver au travers des colonnes du Voix du Monde Rural. Cet éditorial vous présente brièvement le contenu des numéros de VMR pour l'année 2008. Comme les années précédentes, nous souhaitons que cet outil soit votre revue, qu'elle vous soit utile en termes d'informations, d'outil d'analyse et qu'elle réponde à son objectif premier d'outil d'échanges entre les mouvements et organisations du monde rural.*

*Nous tenons à remercier MISEREOR pour son soutien à la publication de la revue, traduite en 4 langues et diffusée à environ 1500 exemplaires. Nous savons que pour certains d'entre vous, le VMR est le seul outil d'animation disponible et revêt donc une certaine importance.*

*Tout au long de l'année 2007, nous avons abordé diverses facettes de l'économie solidaire. Pour ce premier numéro de votre VMR de 2008, nous souhaitons revenir encore sur les concepts d'économie solidaire et sur le type de développement qu'elle doit mettre en œuvre pour l'avenir de la population et de notre terre. Quel type de développement souhaitons-nous ? Pour qui ? Quelles valeurs voulons-nous défendre ?*

---

*L'agriculture paysanne, familiale est certes un des modèles qu'il conviendrait de promouvoir pour ce qu'elle permet de développer de production intégrée, de transformation locale, de commerce de proximité. Il en sera question dans le VMR suivant et ce sera également le thème de notre séminaire annuel.*

*Economie solidaire, proximité, agriculture paysanne, tout cela suppose une souveraineté politique, c'est-à-dire comme nous le sous-entendons dans le concept de souveraineté alimentaire, le droit des paysans, des pays, à définir leur mode de production, de transformation et de commercialisation. Tout cela dans un contexte qui permet à chacun de s'exprimer en fonction de ses intérêts et de l'intérêt de la communauté dans laquelle il vit. Nous y reviendrons dans le troisième numéro de la Voix du Monde Rural.*

*Pour le dernier numéro de l'année, nous aborderons la question des agro-carburants. La crise du pétrole qui affecte tous les pays sans exception ainsi que les propositions d'alternatives à partir des carburants verts sont autant de questions que nous nous posons pour l'avenir de la planète et du milieu rural. Les membres du Comité exécutif, conscients des enjeux de ces agro-carburants, ont demandé au groupe de travail des Droits de l'Homme de la FIMARC de se pencher sur cette problématique et d'en apporter une analyse la plus complète possible. Nous ferons le point sur ce travail en réunion de Comité en mai prochain et le dossier de ce numéro de VMR sera un compte-rendu de ce travail.*

*En vous rencontrant directement dans vos pays ou par courrier, nous vous suggérons à partir de cette année, une nouvelle rubrique qui a pour vocation d'être un véritable espace de dialogue et d'échanges entre vous. N'hésitez pas à y contribuer, à nous interpeller ou encore à nous proposer des thèmes que vous souhaiteriez voir aborder.*

*Nous vous souhaitons bonne lecture de ce Voix du Monde Rural.*

*Daisy Herman  
Secrétaire générale*



---

# Action des Mouvements

## République démocratique du Congo

Le Congo traverse une crise économique importante suite aux guerres successives qui ne cessent d'agiter le pays depuis 1996. Le territoire de Puato, situé à la frontière avec la Zambie, est particulièrement affecté par cette crise vu l'afflux de population qui rentre au pays après s'être réfugiée en territoire voisin. Pour faire face aux problèmes d'approvisionnement et de famine, les femmes s'organisent en cultivant des champs communautaires de manioc, maïs, soja... Mais les difficultés sont nombreuses, principalement le manque de mécanisation et la localisation des champs de 60 à 120 kilomètres de leur lieu de vie.

## Zambie

Les expériences d'économie solidaire dans le diocèse de Chipata font état des progrès dans les communautés rurales. Outre l'amélioration des conditions de logement, de santé et d'éducation, les groupes CARAM soulignent la promotion des femmes grâce à l'accès à des micro crédits et grâce à l'éducation, ce qui a permis à certaines

d'entre elles de prendre des positions actives en politique et de devenir de véritables leaders. Tout un travail de plaidoyer s'effectue aussi auprès des décideurs économiques et politiques grâce à la décentralisation qui permet de rapprocher les lieux de décisions des communautés rurales

## Népal

Grâce aux programmes de IPM (Integrated Pest Management) dans la culture du riz et des légumes, les paysans népalais ont amélioré leur sécurité alimentaire de 51 jours par an. Il s'agissait principalement de former les paysans en agriculture biologique en utilisant des variétés de riz adaptées, en apprenant à connaître les insectes utiles pour les plantations et des fertilisants naturels. Tout un travail de sensibilisation et de plaidoyer a également été entrepris afin de soutenir l'inscription de la souveraineté alimentaire dans la constitution népalaise et de demander une véritable réforme agraire. L'élection de l'Assemblée constitutionnelle a eu lieu le 10 avril dernier.

---

## Cameroun

L'assemblée générale du Mouvement MARC a eu lieu à Yaoundé les 08 et 09 février. Suite à l'évaluation de son travail des années précédentes, le mouvement a déterminé son plan d'action pour les années 2008 à 2010. Il s'agira de renforcer les groupes de base, de promouvoir le commerce de proximité, la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire.

Pour pouvoir développer ses activités, le MARC a décidé d'une caisse

de solidarité qui permettra à court terme d'autofinancer les activités du mouvement. Un des projets prioritaires de ce mouvement est de développer dans les communautés où le mouvement est actif, des centres d'écoute et de veille pour répondre aux préoccupations de ses membres et de leur communauté. Un accent tout particulier a été mis sur la nécessaire collaboration avec les jeunes de la JARC et le soutien à leurs activités.



*Rencontre avec un groupe de base du MARC,  
Février 2008 - Cameroun*



## Philippines

L'organisation KASAMAKA est une fédération d'organisation de petits paysans et pêcheurs situés principalement dans la province de Bohol. Les problèmes majeurs rencontrés par ces paysans sont liés à l'irrigation et surtout à l'accès à la terre. Les paysans philippins continuent leurs luttes : dans ce pays on estime en effet que quasi 3 millions de paysans occupent à peine 50 % des terres cultivables. L'élite rurale ne jouit pas seulement des terres mais contrôle également la distribution des inputs technologiques, le système de banque rurale, les facilités de stockage et de transformation des produits.

KASAMAKA assiste les paysans dans leur démarche pour l'accès à certaines réformes ou à certains fonds leur permettant d'améliorer quelque peu la situation.



## Pakistan

Suite au séminaire asiatique du Bangladesh, un des délégués à ce séminaire a participé à une rencontre de représentants de la société civile et d'ONG avec M. Manzoor Ahmed, ambassadeur de l'OMC, rencontre organisée par l'organisation de développement et justice économique d'Islamabad. Les participants ont eu l'occasion de débattre des effets négatifs de l'OMC au Pakistan. Il a aussi participé à un atelier consultatif sur la Stratégie nationale de développement durable le 27/02.

## El Salvador

Sous le thème « Dans l'économie solidaire, le plus important ce sont les Hommes pas l'argent » la Caritas d'El Salvador poursuit ses activités de sensibilisation et plaidoyer pour une économie solidaire. Un des sous thèmes qui sera développé sera le commerce responsable et éthique pour l'usage rationnel des ressources disponibles dans le pays et sur la planète.



## Chili

Après 25 ans d'existence, l'INPRU, Instituto Nacional de Pastoral Rural a fermé ses portes le 01 février 2007 suite à une décision du Comité Permanent de la Conférence Episcopale du Chili. Etant Institution Correspondante de la FIMARC depuis 1983, nous avons toujours entretenu des rapports amicaux et de bon travail avec cet institut. Nous profitons des colonnes de ce VMR pour en remercier les responsables, ne doutant pas de leur collaboration future dans un autre cadre.

## Mexique

La FIMARC par quelques délégués locaux de AACC était présente au Forum Social de Mexico en janvier dernier. Nous nous réjouissons de

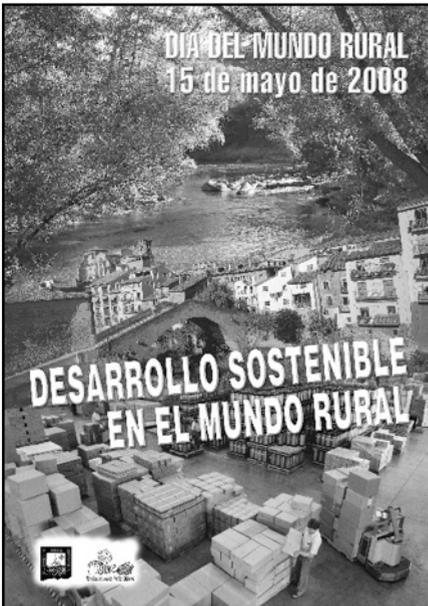
voir dans le titre de la déclaration finale « Dignité, unité et souveraineté populaire ». Dans ce titre qui résume bien les objectifs que nous voulons atteindre des sous thèmes de revendication sont abordés tels qu'entre autres, la revendication pour la souveraineté alimentaire, l'économie solidaire promouvant les marchés alternatifs, qui comprennent la production, la consommation et le commerce avec une monnaie sous contrôle social des populations et la souveraineté énergétique.



## Espagne

Comme chaque année le 15 mai, le MRC d'Espagne organise la « journée du monde rural ». Le thème retenu pour cette année est le développement durable en monde rural. Le 29 novembre 2007, le Congrès des Députés a approuvé la « Loi de développement durable du Milieu Rural » avec l'objectif principal de maintenir la population rurale, d'améliorer la qualité de vie de ses habitants et leurs revenus.

Cette loi bien qu'impulsée par le Ministère de l'Agriculture n'est pas une loi agraire. Tous les agriculteurs sont citoyens du monde rural mais tous les citoyens du monde rural ne sont pas agriculteurs. C'est pour cela que le mouvement qui comme d'autres associations réclamait une loi spécifique pour le monde rural, l'estime de la plus haute importance et souhaite en analyser les tenants et aboutissants afin de voir son application concrète au quotidien.



## France

Le CMR a organisé son Assemblée générale annuelle les 29 et 30 mars à Forges. Ce fut l'occasion de remercier le Président sortant et le Secrétaire général en fin de mandat et d'élire de nouveaux responsables à ces 2 postes mais aussi de nouveaux administrateurs pour les 3 années à suivre.

La nouveauté au cours de cette Assemblée a été de donner largement la parole aux fédérations, en ouvrant un large débat afin de définir ensemble les orientations pour l'avenir. Dans son invitation à participer à cette assemblée, le Président dit « Ne laissez pas à d'autres le soin de décider pour vous ».

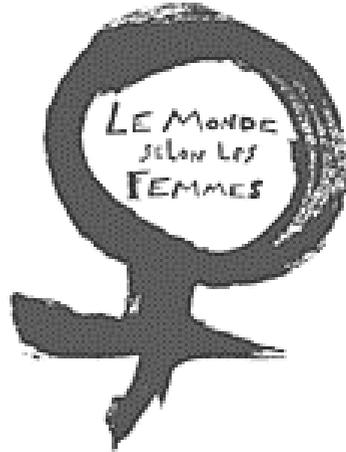
---

## Belgique

Comme dans de nombreux pays, les femmes se sont retrouvées le 08 mars pour célébrer la journée internationale des femmes.

A l'ACRF, ce sont quelques 80 femmes qui se sont réunies à la maison rurale avec un thème de réflexion sur les blessures intérieures.

Au Monde Selon les Femmes, un document de plaidoyer a été travaillé pour faire avancer quelques revendications pour que le concept du genre soit réellement pris en compte dans divers domaines tels que la souveraineté alimentaire, l'accès au foncier, l'accès à des emplois durables, l'égalité dans le commerce...





---

## Développement, souverainetés, exigences de l'économie sociale et solidaire

*Tout au long de l'année 2007, dans les divers numéros de VMR, nous avons abordé quelques aspects de ce que nous appelons « l'économie sociale et solidaire ».*

*Nous y revenons dans ce dossier en mettant l'accent plus précisément sur le type d'agriculture qu'implique la mise en œuvre de l'économie sociale et solidaire. Mais aussi sur le type de développement qu'elle doit mettre en œuvre pour l'avenir de la population et de notre terre.*

*Certains aspects de ce dossier peuvent paraître des répétitions. Nous savons tous que la répétition est un des outils de la pédagogie de nos mouvements et organisations.*

*Ensemble, nous pouvons faire advenir cette autre économie qui met l'Homme au centre de ses préoccupations, l'Homme dans sa dimension collective, sujet et acteur de son histoire.*

---

## SITUATIONS D'EXPLOITATION EN MONDE RURAL

Quand nous regardons les situations du monde paysan et rural en différents pays, nous constatons que les agriculteurs sont victimes des politiques économiques libérales mises en œuvre.

En Thaïlande, environ 80 % des agriculteurs sont des paysans sans terre. Celle-ci se retrouve de plus en plus entre les mains de quelques gros propriétaires. La situation va encore empirer si les entreprises transnationales utilisent les terres pour des cultures d'exportation, au détriment des cultures vivrières. Ce sera la fin de la sécurité alimentaire dans le pays, et surtout le déni du droit à la souveraineté alimentaire. Et ce sera aussi la fin des petits exploitants.

En Argentine, la culture intensive du soja, pour l'exportation ou pour la production d'agro-carburants, entraîne une réduction des surfaces consacrées aux cultures vivrières et à l'élevage. Conséquence : une augmentation du nombre de paysans pauvres.

Au Mali, les terres irriguées sont attribuées aux producteurs et éleveurs moyennant une redevance à un organisme national. Seuls les plus riches peuvent payer cette redevance et donc cultiver la terre car en plus de la redevance, il faut payer les engrais, les semences, etc. Les petits agriculteurs sont de plus en plus écartés de la possibilité de cultiver, d'autant que les négociants imposent leur prix d'achat pour le riz.



*Parcelles d'oignons - Plateaux de Bandiagara, Mali*



---

## **Paysans privés de leurs droits**

Aux Philippines, depuis 10 ans, la baisse du prix de vente du café, la hausse du prix des engrais, pesticides et autres produits, conduisent les paysans à ne plus pouvoir gagner assez pour vivre. Les petits producteurs perdent les marchés, doivent vendre à bas prix, et même vendre leurs terres aux promoteurs immobiliers et industriels. Ils n'ont plus de travail.

A travers le monde, des millions de petits paysans et d'autochtones, pour subsister, dépendent de l'agriculture locale, de la possibilité de produire pour les besoins locaux. Mais ils perdent leurs terres et leur travail au profit de grosses sociétés et des gros propriétaires ce qui a pour conséquence de les priver de leur revenu, de leur moyen même d'existence, et compromet le droit à l'alimentation pour tous.

Ajoutons à ce tableau la production de cultures agricoles pour fabriquer du carburant, les « agro-carburants ». La conséquence de leur développement à travers le monde sera qu'en 2025, 1,2 milliard de personnes connaîtront la faim : augmentation du prix des produits alimentaires non accessibles aux plus pauvres, utilisations de l'eau pour les agro-carburants au détriment des cultures vivrières, destruction des forêts en Indonésie, en Malaisie et au Brésil.



*Déboisement Forêt amazonienne, Mato Grosso do Norte, Bresil*

---

## À terme, tout le monde est perdant

Le modèle agricole axé sur l'exportation au détriment de l'alimentation locale favorise ce qu'on appelle « l'agro-industrie » : augmentation des profits et du pouvoir des multinationales ; petits agriculteurs privés de leurs droits. Cela favorise la concentration de la production entre les mains de gros producteurs, qui se soucient d'abord et avant tout de leurs profits et non de la sécurité alimentaire. Sur le marché mondial des produits agricoles, «la même règle pour tous» est injuste car les gros producteurs sont en position de force. À court terme, ce sont les agriculteurs qui perdent... À long terme, c'est tout le pays qui en pâtit.



*Groupe de femmes d'un projet de micro crédit,  
Janvier 2008 - Bangladesh*

Cependant l'agriculture a une mission et un rôle économique et social : assurer la sécurité alimentaire pour tous ; fournir une alimentation saine, appropriée et en quantité suffisante ; développer les emplois en rural ; assurer l'accès aux ressources de la production et leur maîtrise ; entretien et gestion du territoire, des infrastructures et du paysage rural.



Pour répondre à ces défis et assurer l'avenir de l'agriculture au service de la population et d'une alimentation pour tous, pour faire valoir le droit à la souveraineté alimentaire, il est urgent de mettre en œuvre une autre économie : l'économie sociale et solidaire.

*Questions proposées aux groupes et mouvements :*

- *Quelle est la situation des petits paysans dans votre région, dans le pays ?*
- *Quelles sont les causes de cette situation de dépendance ?*
- *Qui sont les victimes de la domination des multinationales dans le pays ?*

## **Apportez toutes les mains, les rêves, les espoirs ...**

« D'un organisme ayant pour mission de participer à la construction d'une société meilleure pour les personnes exclues, nous sommes devenus une organisation qui accompagne ces mêmes personnes dans la construction d'un monde plus juste. Ce monde qu'il nous faut construire avec l'effort et la solidarité de toutes les personnes.

« *Apportez-moi toutes les mains* » chantait Mercedes Soza, chanteuse argentine engagée. Mais, apportez non seulement les mains, apportez vos rêves et vos espoirs, vos douleurs et vos frustrations, vos amours et vos idées, vos histoires passées et vos expériences de vie actuelles. Tous ensemble, nous construirons un monde nouveau. »

*(Association « Cantera », formation à la citoyenneté, Nicaragua ; cité par le CCFD, organisation de solidarité internationale, France).*

---

## **PRIMAUTE DES DROITS DE L'HOMME**

L'économie capitaliste libérale oublie que l'objectif premier de l'économie est la satisfaction des besoins de tous les citoyens. Les alternatives à cette économie prédatrice refusent que la rentabilité s'obtienne au détriment des personnes, des peuples et de l'environnement.

Le métier d'agriculteur doit faire vivre convenablement et prospérer celui qui le pratique, lui et sa famille. Il doit assurer la sécurité alimentaire de la population. Ce qui exige un cadre de vie sain et favorable, l'accès aux services sociaux de base comme la santé, l'éducation, le logement, l'eau ...

Cette agriculture au service de l'alimentation de la population est fondée sur la souveraineté alimentaire, qui exige un partage équitable des ressources et des revenus.

Cette agriculture au service de la population est basée sur un certain nombre de principes : solidarité entre paysans du monde ; permettre au plus grand nombre de produire et de vivre de leur production ; respect de la nature ; production de qualité sanitaire ; maintien de la biodiversité ; penser à long terme pour assurer l'avenir de la planète et de ses habitants.

Dans une situation de crise alimentaire, il ne s'agit pas seulement de faire face à l'urgence. Chaque pays doit agir pour produire selon ses besoins, pour nourrir sa population, en refusant de vendre la dignité des citoyens à la merci d'une aide extérieure exclusive.

### **Justice, solidarité, droit de vivre debout**

Les Droits de l'Homme impliquent que chaque être humain peut choisir librement comment il désire faire valoir son Droit à l'alimentation, soit en produisant lui-même sa nourriture, soit en ayant les moyens de l'acheter. Ceci exige la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire. Et que les organisations paysannes soient reconnues comme des partenaires à part entière dans l'élaboration des politiques alimentaires et agricoles d'un pays ou d'un groupe de pays.



L'économie sociale et solidaire est une approche transversale, produit de la lutte de l'être humain pour survivre, vivre, se développer, comme individu et collectivement. Elle met l'Homme au centre du processus de développement : l'Homme en tant que personne et acteur social. L'Homme est le centre d'intérêt du développement, qui est intégral et pour tous.



*Pépinière de cacaoyers  
Février 2008 - Cameroun*

La mise en œuvre de l'économie solidaire donne un autre sens au développement qui n'est pas seulement économique. L'économie solidaire oppose la durabilité à la productivité et au profit immédiat. Elle oppose l'entraide et la collectivité à l'individualisme. Elle conteste le fait que les richesses soient concentrées entre les mains de quelques-uns. Elle provoque à passer d'un univers de consommation à un univers de valeurs : nos droits humains, nos spécificités, nos potentialités, notre capital humain, la justice sociale, le respect des Droits de l'homme, un Etat de Droit respectant les minorités, une vie digne pour tous. Cette économie appelle une agriculture alternative pour sauver l'ensemble du monde.

Ces valeurs de référence peuvent être formulées autrement : justice, solidarité, droits de l'homme, primauté des besoins de base pour tous, consommation selon les besoins de chacun et de chaque communauté, institutions et mécanismes économiques orientés pour la satisfaction des besoins de tous, vivre autrement en nous situant en responsabilité collectivement.

## Notre défi

« Nous ne voulons pas rejeter la mondialisation qui est un fait et qui n'est pas négative. Mais la globalisation, mondialisation économique, est arrivée à un point tel qu'il est plus que temps d'arrêter d'aller dans ce sens car nous courrons tout droit à la catastrophe.

Tout le travail entrepris au cours de ces années nous montre qu'il est possible de vivre dans la dignité, de prendre soin de notre environnement, d'éduquer nos enfants... par la souveraineté, souveraineté alimentaire que nous tentons d'atteindre, mais également souveraineté politique et économique.

C'est notre défi : travailler à la bonne gouvernance dans le domaine de la production et de la consommation pour atteindre la souveraineté alimentaire ; travailler à la bonne gouvernance dans le domaine politique par une démocratie participative pour atteindre la souveraineté politique ; travailler à la bonne gouvernance, à l'économie solidaire pour atteindre la souveraineté économique. »

*(Daisy Herman, Secrétaire générale FIMARC - Lettre aux Mouvements Ruraux - N° 83 décembre 2007).*

## Le Droit au développement

«Le Droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique, dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisées, et de bénéficier de ce développement».

*(Déclaration de l'ONU sur le Droit au développement, article premier).*



---

## Une économie au service de l'Homme et de la collectivité

Cette économie solidaire a des points forts, comme la prise en compte de toutes les dimensions de la vie des personnes, et pas seulement son aspect d'homme économique. Elle repose sur la notion de bien-être pour tous, sur l'importance de la communauté et du vivre ensemble. Tous sont acteurs, dans un esprit d'ouverture aux autres, par la démocratie participative. Elle met en avant les Droits de l'homme et la justice. Elle développe les liens entre producteurs et consommateurs, a le souci de la promotion de la femme en tous domaines. Elle est centrée sur la personne et le développement local et régional.

Mais elle risque de rester à une dimension locale, sans s'attaquer aux mécanismes de l'économie dominante. Pour cela il est nécessaire de prendre du temps pour la formation, la conscientisation, l'analyse des situations et des mécanismes. Ses acteurs doivent agir pour être reconnus par les Etats comme des partenaires économiques et sociaux à part entière.

Mettant en œuvre les principes et les conditions pour la souveraineté alimentaire, elle affirme qu'un autre monde est possible : gouvernance au service des peuples, solidarité entre les pays du Nord et du Sud, refus des OGM, droit à la terre, annulation de la dette extérieure des pays pauvres, préservation de la biodiversité, production et consommation des aliments adaptés à chaque peuple et culture, prééminence des Droits de l'Homme.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Dans votre compréhension de l'économie, quelles sont les valeurs qui ont de l'importance : celles du profit ou les valeurs alternatives ?*
- *Quelles sont les valeurs alternatives qui paraissent fondamentales pour transformer la société ?*
- *Que pouvons-nous faire, ensemble et avec d'autres, pour vivre et défendre ces valeurs fondamentales ?*

---

## **AGIR POUR CONQUERIR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

La mondialisation et la globalisation financière et économique obligent à une interrogation globale, planétaire. La terre ne nous appartient pas - elle est la propriété de ceux qui nous succèdent - mais les solutions d'avenir nous appartiennent aujourd'hui.

Tout en refusant et en rejetant les politiques économiques et sociales imposées par l'OMC, la Banque mondiale, le FMI, nous devons nous retrouver les manches en nous fondant d'abord sur nos propres capacités. Il s'agit de protéger le marché local des produits agricoles et de pratiquer une agriculture naturelle ou biologique préservant la biodiversité.

Les exigences pour cette agriculture durable sont : prix rémunérateurs pour les producteurs et les éleveurs, maintien des emplois ruraux, production d'une nourriture saine accessible à tous, droit de protection aux frontières contre les importations de produits agricoles à prix dumping, respect de la souveraineté alimentaire de tous les pays et de tous les peuples, solidarité entre producteurs et consommateurs.



*Marché, Tulear-Madagascar*



---

## **Paysans regroupés pour exiger une autre économie**

Toute évolution ou modernisation de l'agriculture traditionnelle doit se faire au rythme des réalités socio-économiques et culturelles des sociétés locales. Ce doit être un processus interne, voulu et conduit par les acteurs eux-mêmes et non décidé à la place des paysans. La formation doit être adaptée aux vrais besoins locaux et au contexte local, axée sur les cultures vivrières, sur une agriculture durable.

Comme le soulignent de plus en plus d'ONG (Organisations non gouvernementales) les pouvoirs publics doivent reconnaître et adopter le principe de la souveraineté alimentaire. Celle-ci porte en elle l'exigence de réformes agraires, pour le droit à la terre, à l'eau, aux semences et à toutes les ressources de la production pour les paysans et les éleveurs. Les pouvoirs publics ont le devoir de mettre en œuvre les politiques appropriées pour satisfaire à ces exigences et revendiquer la légitimité de ces politiques dans les négociations internationales. Pour cela, la pression des paysans et ruraux organisés est indispensable.



*Janadesh 2007, Marche des paysans sans terre - Inde*

---

## Une nécessité urgente

Les groupes et mouvements ruraux s'engagent à travailler en réseaux avec tous les partenaires qui partagent leurs revendications pour un autre monde. Les échanges entre pays et organisations sont un moyen de s'enrichir des initiatives des uns et des autres.

« Exiger une autre économie alternative implique de nous engager pour la conquérir, car elle ne nous sera pas donnée. Nous devons la construire, à partir de la base. C'est une tâche à moyen et long terme qui implique un caractère démocratique, dans lequel la majorité de la population doit être sujet actif. C'est une tâche qui exige de vivre de nouvelles valeurs, de développer de nouvelles attitudes et comportements solidaires. Nous affirmons qu'un autre monde est possible et que c'est une nécessité urgente, en construisant l'économie sociale et solidaire. » (*Mouvement rural espagnol*).

*Questions proposées aux groupes et mouvements :*

- *Connaissons-nous des expériences d'économie sociale et solidaire ?*
- *Sommes-nous convaincus qu'une alternative est possible à l'économie dominante ?*
- *Quelles actions faisons-nous et pouvons-nous faire personnellement et en groupe pour construire l'économie sociale et solidaire ?*



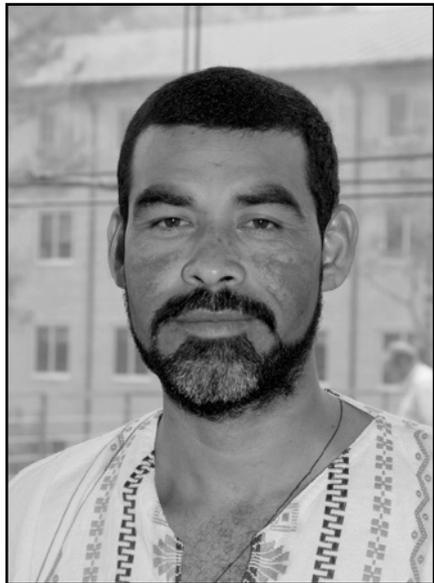
---

**Pour ce numéro de VMR, nous avons interviewé Manuel de Jesús Moran Hidalgo, coordinateur du programme d'incidence politique et de participation citoyenne pour la souveraineté alimentaire au Salvador.**

***Manuel, pourrais-tu te présenter brièvement?***

Je m'appelle Manuel de Jesús Moran Hidalgo. Je suis ingénieur agronome et coordinateur au Salvador du programme « d'incidence politique et de participation citoyenne pour la souveraineté alimentaire », lequel est mis en œuvre au sein de la plateforme d'agriculture durable dans tout le pays.

Je suis également membre de l'équipe de direction de cette plateforme et finalement au sein de la CARITAS de Santa Ana, je suis coordinateur des programmes de développement rural.



---

## **Quelle est ta vision du monde rural et paysan ?**

Je suis un paysan à qui Dieu a donné l'opportunité de suivre des cours universitaires, mais j'ai comme richesse l'héritage de mes géniteurs analphabètes qui m'ont appris à travailler la terre et à valoriser la foi chrétienne, richesse de la famille paysanne rurale.

Cette éducation m'a conduit à l'analyse que je fais aujourd'hui du monde rural. Je pense qu'après la révolution verte, les paysans ont

perdu la capacité de lire dans la nature ses changements profonds; tous ces changements ont été attribués aux « miracles des pesticides et des fertilisants »

La capacité étonnante de voir fleurir les campagnes après une longue période de sécheresse, s'est petit à petit perdue parce qu'aujourd'hui, avec les systèmes d'irrigation sophistiqués, les fertilisants industriels et la mécanisation agricole, d'un jour à l'autre on peut voir se transformer un paysage, même si c'est de manière artificielle.





Dans le monde agricole actuel, à part de ce que je dis ci-dessus, il ne manque pas de formes d'injustice, avec l'accaparement des terres, par les grands propriétaires ou par l'Etat et nous devons dénoncer l'exploitation du travail des paysans et les conditions du marché international qui privilégie les cultures destinées à l'exportation au préjudice des cultures vivrières locales. Aujourd'hui la production de combustibles, à partir de produits alimentaires, est un risque énorme supplémentaire pour les habitants du monde entier par le fait d'alimenter les véhicules plutôt que les personnes.

***Pourrais-tu expliquer brièvement pourquoi vous avez choisi de travailler le thème de l'économie solidaire et du commerce équitable ?***

Nous sommes immergés dans une logique où l'économie est réduite à sa dimension financière alors que l'économie est un concept qui signifie « une cause commune ».

Mais le système nous fait nous concentrer sur la partie monétaire et nous voulons avec nos compagnons, sauvegarder notre histoire et les modèles de vivre antérieurs, basés sur les principes qui donnent

de la valeur à la personne avant l'argent, contre la logique du monde où l'importance est de gagner toujours plus d'argent, même si cela signifie la perte de la vie.

C'est pour cela que notre slogan dit : « dans l'économie solidaire, le plus important ce sont les personnes, avant l'argent » pour faire grandir la conscience qu'il est nécessaire de reprendre le bon cap, même si nous savons que cela paraît utopique mais, le monde doit changer.

***Quels sont les moyens que vous utilisez pour travailler ce thème avec les paysans ?***

Nous travaillons sur plusieurs fronts : les équipes techniques interviennent dans les universités, les collèges, les écoles publiques et les églises. Mais c'est à la campagne que nous concentrons la plus grande énergie.

Dans tout le pays, nous avons constitué des « cercles de réflexions communautaires » ; il en existe plus de 200 et dans chaque cercle nous réfléchissons au thème de l'économie solidaire et du commerce équitable, nous étudions le système actuel et nous cherchons des solutions ensemble.

---

Tout cela a généré des « marchés solidaires » où les paysans vendent leurs récoltes et établissent des relations sociales avec les consommateurs des villes.

Pour la conscientisation, nous utilisons des posters promotionnels, des campagnes via les radios locales, nous éditons du matériel écrit de réflexion et promouvant les échanges entre les producteurs.

***Quelles sont les réactions des personnes ?***

La vérité est qu'il n'est pas facile d'introduire les concepts de l'économie solidaire quand la règle générale est l'individualisme.

Nous ne devons pas oublier que le Salvador dépend majoritairement des « envois familiaux » qui arrivent des Etats Unis, 3 mille millions de dollars annuellement, où tout est personnel, dans une économie basée sur l'argent, dollarisée et où l'inculturation endogène américaine est bien marquée.

Petit à petit les paysans commencent à comprendre que le système ne les aide pas et qu'il faut faire confiance aux forces des gens eux-mêmes.

Mais une fois encore, ce n'est pas simple et il y a beaucoup de résistance.





L'immense majorité est dans le système et le commerce de produits superficiels. C'est pourquoi nous devons avoir une voix prophétique pour dénoncer tout cela.

Quelquefois, certains se démotivent, mais nous continuons à travailler pour le changement afin que notre pays ait un futur.

### ***Quels sont les objectifs du mouvement, sa méthodologie ?***

Conscientiser la population salvadorienne à la nécessité d'établir un nouveau concept d'économie ; faciliter la création d'alternatives de commercialisation qui permettent aux paysans de gagner leur vie dignement ; créer des espaces de réflexion au niveau technique et communautaire ; articuler les réseaux locaux, régionaux et nationaux de paysans pour la revendication de leurs droits .

Le travail s'organise par régions ; nous avons divisé le pays en 3 régions et dans chacune de ces régions, nous avons 2 représentants. Au cours d'une année, nous organisons 2 réunions, une pour planifier le travail en commun et l'évaluation nationale.

Nous avons également une équipe qui anime le travail au niveau national et s'occupe de l'articulation des rencontres régionales qui ont lieu tous les 2 mois.

### ***Quels sont les obstacles principaux que vous rencontrez ?***

- La résistance des équipes techniques à abandonner leur formation universitaire basée sur la logique de profit ;
- La résistance des paysans au changement
- Le manque d'appui de l'église hiérarchique
- Les médias de communication massive tout à fait en faveur du pouvoir économique
- La migration des ressources humaines

### ***Quelles actions seraient nécessaires pour surmonter ces obstacles ?***

Nous avons commencé à travailler dans les centres éducatifs pour que change cette vision réductrice de l'économie et nous tentons de changer l'opinion des professionnels et de les convertir en agents de changements analysant et questionnant le système.

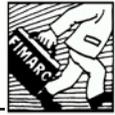


Nous développons aussi diverses expériences de marchés solidaires pour montrer qu'il est possible de faire différemment et nous utilisons l'éducation populaire pour faire parvenir diffuser notre message pour contrer la difficulté d'utiliser les médias traditionnels, pas accessibles pour la majorité de la population.

Pour l'instant nous avons développé 7 marchés solidaires dans le pays, où on peut trouver des céréales de base, maïs, haricots, riz, miel et canne à sucre, des fruits et des légumes, frais ou transformés. Nous espérons que d'autres vont se développer rapidement....

***Sur quels principes éthiques et valeurs le mouvement se base t-il pour le développement de ses actions ?***

- En tout premier sur la solidarité
- La subsidiarité
- L'égalité
- L'honnêteté et la transparence
- L'inclusion et la participation



## Informations générales



*Séminaire asiatique  
Janvier 2008 - Bangladesh*

Les coordinateurs asiatiques se sont réunis au Bangladesh en janvier dernier à l'occasion du Séminaire asiatique qui a porté sur la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire. Dans la déclaration finale du séminaire, les participants ont insisté sur le renforcement nécessaire et le développement des expériences solidaires et de Souveraineté alimentaire pour consolider ces concepts et les développer en une idéologie de Souveraineté Economique, soulignant combien la situation actuelle d'impérialisme économique devenait insupportable pour les communautés rurales.

Les coordinateurs européens se sont retrouvés pour 2 journées à Assesse au début mars. L'objectif principal de cette réunion était de préparer le séminaire européen qui aura lieu en Croatie en septembre. Le thème en sera « Des pas concrets vers la souveraineté économique et l'économie solidaire » et les participants seront invités par les travaux préparatoires à être les personnes ressources principales du séminaire, pensé dans une dynamique interactive entre les participants.

Le Bureau s'est réuni quelques jours avant la rencontre annuelle du Comité Exécutif dans le courant d'avril. Il s'est agi, outre les points ordinaires de tout Bureau, de préparer le séminaire qui a porté sur «L'agriculture paysanne, modèle d'économie solidaire» et sur la nécessaire décroissance pour faire vivre des modèles alternatifs.

Nous diffuserons un compte rendu de ce séminaire dans un prochain numéro de VMR.



La prochaine Assemblée générale de la Conférence des OIC aura lieu à Paris

les 19 et 20 juin prochains. Il s'agira de voir comment la Conférence des OIC peut être complémentaire au FORUM des Organisations Internationales Non Gouvernementales d'inspiration Catholique qui s'est réuni pour la première fois à Rome fin de l'année 2007 et de voir la forme qu'elle pourrait prendre dans le futur. Nous vous tiendrons au courant de ce dossier dans un des prochains numéros.



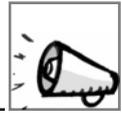
La 7<sup>ème</sup> session du Conseil des Droits de l'Homme a eu lieu à Genève du 03 au 28 mars dernier. A l'ordre du jour de cette session, la FIMARC a demandé à prendre la parole, dans le cadre de la procédure de « dialogue interactif » suite au rapport de M. Ziegler, rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation.

En remerciant M. Ziegler et ses collaborateurs pour la qualité de son rapport et pour ses recommandations en faveur de la souveraineté alimentaire, la FIMARC a demandé au rapporteur spécial par quel cheminement juridique il envisagerait, d'une part, d'inscrire les principes de la souveraineté alimentaire dans le droit international et d'autre part, d'établir officiellement la souveraineté alimentaire en tant que ligne directrice principale des politiques en matière d'agriculture et d'alimentation.

La FAO organise à Rome, du 03 au 05 juin, une Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les



défis du changement climatique et des bioénergies. A cette occasion, un Forum parallèle des ONG sera organisé du 31 mai au 04 juin par le Comité International de Planification pour la Souveraineté Alimentaire. Des Conférences régionales préalables ont eu lieu de mars à juin dans 3 régions pour mesurer les risques du réchauffement climatique ou pour analyser les opportunités et les risques des bioénergies.



---

## Votre rubrique

Nous vous donnons la parole !

Comme vous le savez un des objectifs premiers du Voix du Monde Rural est d'être un outil d'échanges entre les mouvements et les organisations rurales.

Au cours de nos visites sur le terrain, en vous rencontrant, vous faites parfois appel à la FIMARC pour obtenir des documents sur des techniques agricoles, pour retrouver telle ou telle semence, pour connaître l'utilisation de certaines plantes médicinales....

Nous aimerions ouvrir cette rubrique et qu'elle soit alimentée par vous.

- Si vous voulez réagir à un article
- Si vous avez des demandes précises concernant une technique particulière
- Si vous cherchez une bonne adresse dans un pays

Une première demande nous vient du Cameroun et est adressée à tous :

### **Comment faire du compost ?**

Si vous avez de la pratique, des documents simples, des schémas, des brochures, n'hésitez pas à nous contacter pour fournir tout cela aux amis du MARC Cameroun.

Déjà un grand merci et surtout n'hésitez pas à prendre la parole!



*Janvier 2008 - Bangladesh*



**PUBLIE PAR**

Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholique  
Federación Internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos  
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos  
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

**Editeur responsable**

Daisy HERMAN, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)